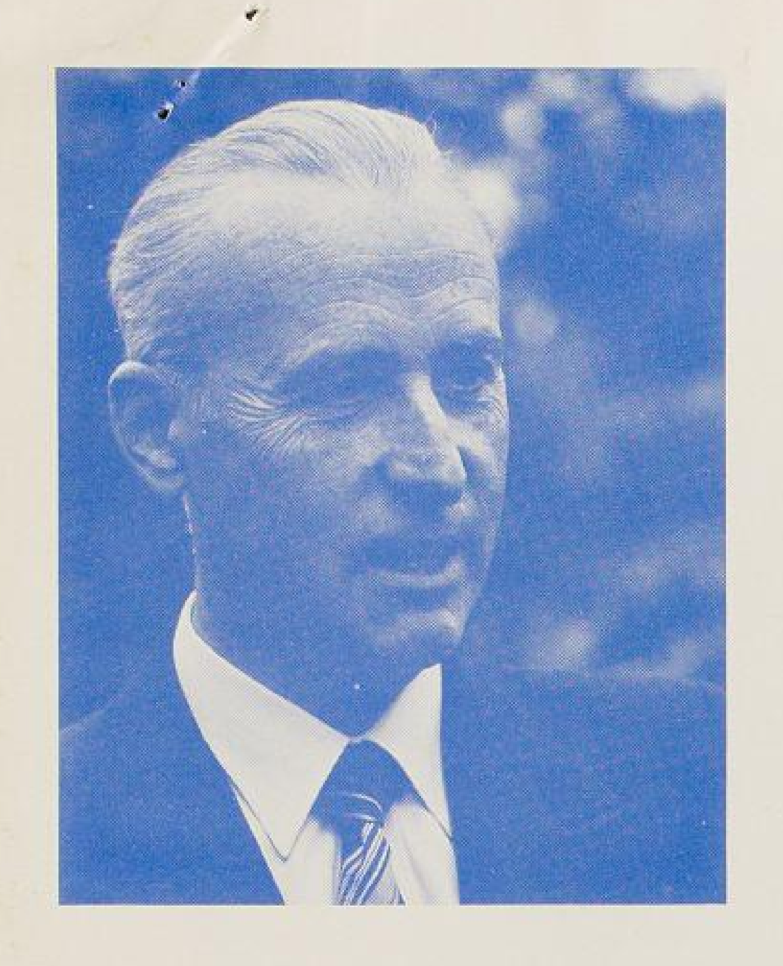
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 14 JUIN 1981 - V[e] CIRCONSCRIPTION DU VAL DE MARNE



Jean-Louis BEAUMONT

CANDIDAT UNIQUE DE L'U.N.M.
(Union pour la nouvelle majorité)

Soutenu par le RPR, l'UDF, le Centre des démocratres sociaux, le Parti républicain, le Centre national des indépendants, le Parti radical socialiste, le Mouvement pour le socialisme par la participation, l'Union gaulliste pour la démocratie, l'Union des libéraux indépendants et de nombreuses personnalités apolitiques.

Habitants de Bonneuil, Créteil, Joinville et Saint-Maur,

J'habite parmi vous, je travaille à Créteil, je suis maire de Saint-Maur, vous pouvez juger par vous-même de ce que je fais.

En 1978, plus de 46 000 d'entre vous m'ont élu député. A l'époque, la France, dotée d'institutions efficaces, d'une force de défense moderne, d'une économie dynamique, nous assurait les moyens de notre sécurité et de notre avenir. Mais des temps difficiles approchaient. Nos approvisionnements en énergie et en matières premières étaient directement menacés. Nos hommes et nos produits se heurtaient à la concurrence de plus en plus vive de peuples jeunes et dynamiques. Pour résister, il fallait mettre en œuvre les réserves d'énergie, d'intelligence et de savoir faire des Français. Il fallait recourir à nos forces personnelles. Il fallait mettre fin au lent processus de socialisation technocratique et bureaucratique qui nous étouffait lentement. C'est ce que j'ai proposé, demandé, réclamé au cours de ces trois dernières années. La tâche était immense, elle était à peine commencée.

Depuis le 10 mai dernier, tout est remis en question pour une raison essentielle : avec un pouvoir socialiste, les forces vives nécessaires pour assurer notre sécurité et notre avenir ne s'engageront pas. Pour se risquer, travailler, s'engager, il faut être libre, y trouver un intérêt, et surtout avoir confiance. Et comment avoir confiance dans un pouvoir qui va payer nos salaires, nos allocations, nos retraites avec un argent dévalué, taxer nos petits patrimoines, surcharger nos entreprises mal en point. Un pouvoir qui déjà vide les caisses de l'État, arrête le programme d'indépendance énergétique, prêche le désarmement et s'occupe plus des criminels que des victimes. Et ce n'est pas en socialisant notre temps libre, nos écoles libres, notre médecine libre, nos entreprises libres que le gouvernement socialiste libèrera nos énergies. Croyez-vous que notre travail sera facilité par la surveillance de "comités autogérés" ?

C'est pourquoi aujourd'hui, avec mon suppléant Bastien Moscara, avec toutes celles et tous ceux qui m'accompagnent dans cette nouvelle épreuve, je vous dis :

Dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, la France ne peut pas se tirer d'affaire avec un gouvernement socialiste.

Il faut à la France un gouvernement capable de rassembler et de mettre en œuvre les énergies personnelles des Français.

Il faut à la France une Assemblée nationale qui mette fin aux excès de socialisation qui nous découragent de faire et d'entreprendre.

Ce sont les idées qui inspirent mon action parmi vous et pour vous.

C'est pour les défendre et les mettre en œuvre que je me présente à vous.

Rien n'est perdu tant que la France pourra compter sur les forces des Français, sur vos forces.

Ayez confiance et prenez le parti de la France.

Jean Louis Beaumont

POURQUOI NOUS COMBATTONS

Ce que l'on vient de voir depuis le 10 mai nous donne un avant-goût de ce qui nous attend si, par malheur, la mainmise d'un parti sur l'appareil d'État n'est pas arrêtée par le vote des électeurs, dans chacune des circonscriptions législatives les 14 et 21 juin prochains.

Ce sont les principes mêmes de notre société qui sont en cause.

Inquiétante prétention que celle de ce parti qui, avec le quart des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle, a fait élire son candidat grâce au flou de ses positions et qui, aujourd'hui, après s'être attribué la quasi-totalité des postes au gouvernement voudrait accaparer la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, sans même que l'on sache clairement quels sont ses objectifs, ni s'il entend ou non gouverner avec les communistes.

Ce processus, s'il était mené à son terme, nous conduirait soit à un régime socialo-communiste, soit à un régime de monopole du parti socialiste sur un pouvoir totalement accaparé et qui mettrait en application le "projet socialiste".

Ne donnez pas carte blanche à ceux qui, en l'espace de quelques jours, ont montré ce qu'ils savaient faire ; ils ont :

- *réduit d'un quart les économies de la France*
- *mis un coup d'arrêt à la construction de notre indépendance énergétique*
- *affaibli la France en arrêtant les expériences nucléaires de notre foce de frappe*
- *pratiquement aboli la peine capitale sans demander l'avis des Français, se préoccupant plus des criminels que de leurs victimes*
- *entrepris des actions qui vont casser l'économie française, augmenté le chômage en alourdissant les charges des entreprises et rendre l'inflation encore plus galopante*
- *réaffirmé leur intention d'asphyxier l'enseignement libre et de mettre un terme à la médecine libérale.*

Que feront-ils demain, quand, associés ou non aux communistes pour gouverner, ils seront obligés d'aggraver encore leur programme "socialiste" ?

- *en nationalisant le crédit et les banques*
- *en nationalisant les groupes industriels les plus performants*
- *en nationalisant et en socialisant la France.*

Devant la facilité, le laisser-aller qui s'installent, ne suivons pas ceux qui sont le symbole d'un peuple qui renonce à se défendre.

Dans nos villes de Créteil, Bonneuil, Saint-Maur, Joinville, résistons ensemble.

Le premier acte de ce nouveau combat se joue les dimanches 14 et 21 juin.

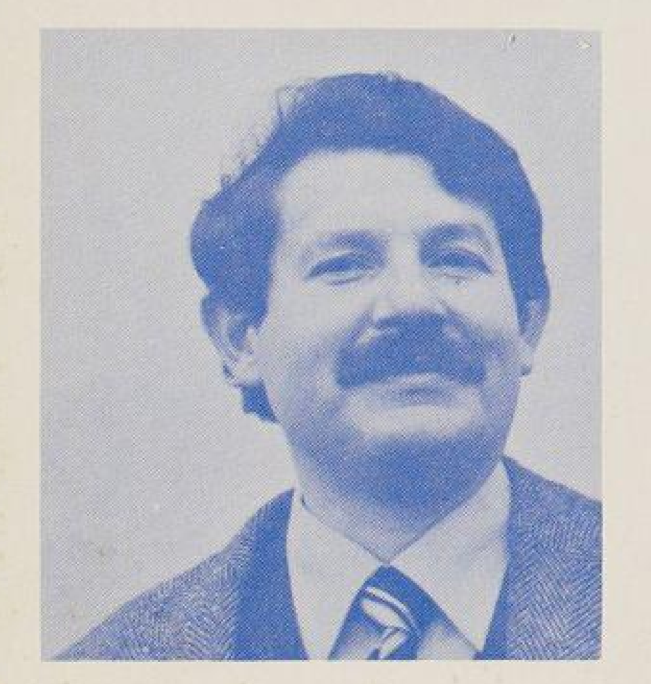
Gardons comme député Jean-Louis BEAUMONT, candidat unique de l'UNM (Union pour la nouvelle majorité) élu par vous en 1978

Dès le premier tour, soyons unis derrière celui qui, ici, représente ceux qui veulent rendre la France plus forte en mettant en œuvre les énergies personnelles des Français.

Pour que la France poursuive sa route dans le monde.

Bastien MOSCARA
suppléant

Conseiller municipal délégué



Bastien Moscara